

## Open World, Regards croisés

8<sup>ème</sup> séance, soirée Eurafricaine – FNTF – 13 décembre de 18 heures à 22H30

### L'eau, un enjeu vital pour l'Afrique

**Cette soirée sera consacrée à la question de l'eau, un enjeu vital pour l'Afrique de l'Ouest et un défi pour le renouvellement des coopérations avec l'Europe dans un contexte d'instabilité mondiale et de tensions géopolitiques.**

- 18 – 19 heures : conférence avec **Amadou MAÏGA**, membre de l'Académie des Sciences du Mali, ancien président de l'Association africaine de l'eau, **Anne-Laure MAKINSKI**, déléguée générale de l'Union des Industries de l'Eau et de l'Environnement en France ou un dirigeant d'entreprise membre de l'UIE, **Nicola SUREAU**, directeur des projets à Eiffage Travaux publics, et **Roland PORTELLA**, le président de la CADE (Coordination pour l'Afrique de demain). Débat animé par **Claude FISCHER HERZOG**, directrice des Entretiens Eurafricains.
- 19-20 heures : chants maliens suivis d'un buffet africain.
- 20 heures -22H20 : présentation et projection du film « **Marcher sur l'eau** », d'**Aïssa MAÏGA**. Echange animé par **Michel AMARGER**, journaliste, spécialiste de la cinématographie d'Afrique.

#### **Une conférence pour prendre conscience des enjeux de l'eau en Afrique de l'Ouest**

*Notre conférence se déroulera au lendemain de la COP 27 en Egypte. L'Afrique a été très présente, mais pas assez les questions qui la touchent de plein fouet. Ainsi de l'eau. Alors que trop de pays africains vivent déjà des catastrophes humanitaires liées au manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, le réchauffement climatique provoqué par l'Occident va multiplier sécheresses, inondations, tempêtes avec leurs lots de drames en tous genres : pollutions, maladies infectieuses, insécurité alimentaire et famines, déplacements de populations, tensions et conflits...*

*Déjà, ils sont 400 millions d'Africains à ne pas avoir accès à l'eau potable. Les mêmes qui n'ont pas accès à l'électricité. Or la demande en eau sera très supérieure aux ressources disponibles quand l'Afrique – qui connaît une croissance exponentielle de sa population - atteindra 2 milliards d'habitants en*

2050. C'est une situation inédite qui doit mobiliser le monde entier si nous voulons éviter les violences qui – si elles toucheront d'abord les pays les plus pauvres et les populations les plus vulnérables d'Afrique – s'étendront bien au-delà des frontières. Aucune protection ne sera possible, et surtout pas dans le contexte de re-fractionnement de mondes en blocs !

L'eau, comme l'électricité, est un bien public essentiel qui doit bénéficier de politiques publiques nationales et régionales, et de coopérations internationales. Les besoins de financement en Afrique sont énormes, il faudrait les multiplier par dix d'ici 2030 et investir 20 milliards par an.

Au Mali, au Burkina Faso, au Sénégal, trois pays amis des Entretiens Eurafricains qui seront représentés lors de la conférence, la majorité des habitants n'ont pas accès à l'eau potable et aux services d'assainissement. Il faut investir massivement dans les infrastructures et dans la formation des hommes pour gérer les bassins transfrontaliers, aménager les fleuves et créer des barrages qui permettront d'alimenter en eau non seulement les villes mais irriguer les campagnes qui connaissent aussi un développement démographique important et devront nourrir les villes. Pour l'Afrique de l'Ouest, c'est des milliards qu'il faudra trouver. Les gouvernements africains en auront-ils les moyens ? Quelles sont les politiques publiques mises en œuvre dans les Etats ? Au niveau de l'UEMOA et de la CEDEAO ? Comment travailler avec les bailleurs de fonds internationaux et développer les coopérations nécessaires ? Quel sera le rôle du privé ? En effet, les investissements dans la construction des infrastructures, des réseaux de transports et de distribution de l'eau sont longs et lourds, ils nécessitent des partenariats public/privé, et l'Afrique doit bénéficier de coopérations internationales pour leur financement.

L'Europe et la France ont une responsabilité en Afrique de l'Ouest. Très touchées par le Covid qui a creusé les inégalités et par le djihadisme qui menace, les populations africaines se révoltent et se détournent de l'Occident et de la France, les pays se tournent vers la Chine et la Russie. Mais au lieu de les entendre, les USA multiplient les sanctions à l'encontre du Burkina Faso faute de ne pas avoir pu instaurer une démocratie (!), et la Commission européenne menace de priver de financements les pays qui ne dénoncent pas Poutine dans le conflit avec l'Ukraine. Ce n'est leur guerre, et on a honte de vouloir encore affamer des populations qui n'en peuvent plus. Comment renouveler les coopérations entre la France, l'Europe et l'Afrique de l'Ouest ? Comment les industries et les entreprises s'impliquent-elles dans les projets ?

**Claude Fischer-Herzog**

Directrice des Entretiens Eurafricains

Animatrice d'Open World, Regards croisés au cinéma